

Discours philosophique et réalisme politique :

L'Occident mondial

Un héritage du XXe siècle

Essai rédigé par le Dr Stefan Högl

L'appel d'un philosophe

Traduction non vérifiée générée par un logiciel

Editio primae quartae partis saeculi

TABLE DES MATIÈRES

Philosophie, histoire, politique : réalisme politique et Occident mondial	5
L'Occident mondial : philosophie et vision de la souveraineté universelle	7
Les axiomes de l'Occident	18
Épilogue : trois maximes pour le prochain quart de siècle	19

Quoi que l'histoire puisse dire de moi après ma mort, j'espère qu'elle retiendra que j'ai fait appel à vos meilleurs espoirs, et non à vos pires craintes, à votre confiance plutôt qu'à vos doutes. Mon rêve est que vous parcouriez le chemin qui s'ouvre devant vous avec la lampe de la liberté pour guider vos pas et le bras de l'opportunité pour vous soutenir.

Ronald Reagan (1911-2004)¹

Amicis libertatis dedicatum

¹ Extrait d'un discours prononcé lors de la Convention nationale républicaine le 17 août 1992. Ronald Reagan était le 40e président des États-Unis et a initié un processus de détente de grande envergure avec le dirigeant de l'Union soviétique de l'époque, Mikhaïl Gorbatchev.

Les cyniques considèrent les valeurs comme équivalentes et instrumentales. Les hommes d'État fondent leurs décisions pratiques sur des convictions morales. ... Pour moi, une définition sensée de la realpolitik consiste à dire qu'il existe des circonstances objectives sans lesquelles la politique étrangère ne peut être menée. Essayer de traiter du destin des nations sans tenir compte des circonstances auxquelles elles sont confrontées relève de l'évasion.¹

Henry A. Kissinger (1923-2023)

Philosophie – Histoire – Politique : réalisme politique et Occident mondial

Rarement, à la fin d'une époque historique, la philosophie, la politique et l'histoire mondiale ont été aussi étroitement liées qu'au XXe siècle, dont nous subissons encore aujourd'hui les conséquences. Même un quart de siècle après sa fin calendaire, son héritage est à peine perceptible, ce qui explique pourquoi les nombreux conflits politiques ne montrent aucun signe d'apaisement. Cela est particulièrement évident sur la scène politique mondiale, où de nombreuses tensions et fronts se sont formés. La complexité de la situation laisse aujourd'hui de nombreux contemporains perplexes, et l'espoir d'un avenir meilleur a depuis longtemps cédé la place à un sentiment de résignation.

Dans les relations internationales en particulier, nous avons besoin de politiciens qui ne soient pas animés par des ambitions malhonnêtes, mais qui exercent leurs fonctions avec responsabilité personnelle et la clairvoyance nécessaire, en d'autres termes, qui comprennent *la realpolitik*. Si, comme l'a dit Henry Kissinger, considéré comme un politicien *realpolitik* par excellence, dans la citation ci-dessus, cela signifie prendre en compte les conditions objectives, alors nous avons besoin d'un timonier qui soit guidé par les circonstances du moment, c'est-à-dire par la réalité.

En effet, quiconque veut diriger un navire dans des eaux dangereuses doit toujours garder un œil sur les autres navires, son propre potentiel et les capacités de ses ennemis potentiels. Le timonier prêtera attention à tout ce qui pourrait devenir pertinent. Pour lui, ce qui compte, ce sont les faits, les circonstances réelles : la perspective réaliste.

¹ Extrait d'une interview accordée au magazine DER SPIEGEL (28/2009), datée du 5 juillet 2009.

Son esprit idéaliste, cependant, ose regarder au-delà de l'horizon de l'océan – deux âmes battent dans sa poitrine². Même dans une mer agitée, il recherche des îlots d'espoir et de confiance. Au clair de lune, le capitaine fredonne des chansons de paix et d'amitié, des hymnes à la fraternité mondiale qui touchent son cœur. Mais les tempêtes de la mer agitée couvrent les délicates mélodies. Les idéaux sont comme un regard sur le ciel étoilé : qui sait si tout le monde y trouvera un jour le même message ?

Dans l'antagonisme entre les faits et les visions, une troisième dimension est apparue entre les fronts que les timoniers expérimentés doivent garder à l'esprit : les conditions dans les profondeurs des eaux - les tourbillons et les courants qui ne sont pas facilement visibles mais qui sont indéniablement présents. Ce sont des manifestations de l'eau, de ses propriétés élémentaires, à grande échelle. Sur les rivières, les lacs et les mers, son comportement fait partie de la réalité et influence donc la navigation.

Regarder dans les profondeurs signifie en fait regarder la nature humaine, la condition humaine – *conditio humana*. Comment pourrait-on chercher à comprendre l'essence de la politique tout en ignorant les êtres humains qui en sont le fondement ? Certes, les questions existentielles renvoient initialement au domaine philosophico-théologique, souvent avec une signification individuelle. En fin de compte, cependant, la nature humaine s'inscrit dans une vision du monde plus large, dont la portée est considérable. Mais que se passerait-il si l'on pouvait discerner dans cette profondeur de la réalité des courants qui forment une constante fixe – et qui sont donc réels ?

Une théorie idéaliste recherchera le discours philosophique simplement pour ne pas perdre pied, étant donné qu'elle doit toujours avoir à l'esprit l'optimum. Mais le réalisme politique devra se concentrer encore davantage sur la condition humaine : moins pour discuter de manière analytique des questions existentielles fondamentales, et davantage pour être en mesure de calculer les conséquences pratiques. Ce n'est que lorsque toutes les dimensions de la réalité sont prises en compte que l'on peut parler de *véritable realpolitik*.

Cet ouvrage est consacré à cette vision globale. *L'Occident mondial* est lié d'une manière particulière à l'histoire du XXe siècle, même si ses racines remontent loin dans le passé. Ses fondements sont étroitement liés à la condition humaine, et ses conséquences politiques, en particulier géopolitiques, ouvrent la voie à une ère qui ne peut encore être prédite. L'analyse conceptuelle et substantielle aboutit aux axiomes fondamentaux de l'Occident et énumère les maximes que la *realpolitik réelle* doit garder à l'esprit à l'avenir.

² Kissinger : « *Il n'y a pas de réalisme sans une part d'idéalisme.* »

L'Occident mondial

Philosophie et vision de la souveraineté universelle

Confrontation et rhétorique

Un nouveau terme a fait son apparition dans la sphère politique : *l'Occident mondial*. Il est précédé de deux concepts qui ne sont devenus populaires qu'au cours de la dernière décennie du XXe siècle : *la mondialisation*, qui a émergé pour décrire l'interconnexion et l'interdépendance croissantes à l'échelle mondiale, et le *Sud mondial*, un terme plus convivial pour désigner les pays en développement.³ Le terme « *Occident mondial* » n'est apparu que progressivement après le tournant du millénaire et s'est désormais imposé dans le langage politique, et en particulier géopolitique. Il désigne généralement tous les États qui étaient autrefois classés comme faisant partie du *monde occidental* ou de *l'Occident*, à une époque où le conflit Est-Ouest dominait la seconde moitié du XXe siècle. Du côté occidental se trouvaient les démocraties libérales, les pays industrialisés dotés de gouvernements constitutionnels dirigés par les États-Unis, auxquels s'opposaient à l'Est les alliés de l'Union soviétique. Lorsque la division de l'Europe a pris fin, le discours sur la mondialisation a rapidement émergé, et pas seulement en relation avec le commerce mondial. Le monde semblait être devenu un village mondial dans lequel les problèmes de la planète pouvaient désormais être mieux résolus. Dans le cadre d'organisations telles que l'ONU, l'objectif ultime était d'établir une « politique intérieure mondiale »⁴. Ainsi, les années 1990 sont devenues une décennie de détente relative.

Aujourd'hui, plusieurs décennies plus tard, lorsque les gens parlent de l'Occident mondial, il s'agit généralement d'une attaque rhétorique de la part d'États autoritaires⁵ et totalitaires. Ils tentent de brosser le tableau d'une alliance puissante et active à l'échelle mondiale qui représente une menace pour tous les autres États. Face à eux se trouvent les pays du Sud, un groupe vaguement défini de pays qui ont des ambitions différentes, mais qui ne sont en aucun cas considérés comme faisant partie de l'Occident mondialisé, mais plutôt comme ses victimes. En cas de doute, les États autoritaires se comptent parmi le Sud ou, du moins, déclarent leur solidarité avec celui-ci.

³ Bien que ces deux termes remontent aux années 1950 et 1960, ils n'étaient utilisés qu'occasionnellement jusqu'aux années 1980. Il en va de même pour le terme « Nord global ».

⁴ Bien qu'il ait été utilisé pour la première fois en 1963 par le physicien et philosophe Carl Friedrich von Weizsäcker, il n'a gagné en popularité qu'avec les bouleversements démocratiques en Europe.

⁵ D'un point de vue critique, ce terme est un euphémisme qui évoque des associations avec une éducation autoritaire, mais qui peut néanmoins être caractérisé par une certaine affection et un certain respect pour les enfants. Le terme « autoritaire » pour désigner les dictatures qui bafouent la dignité et les droits de l'individu est dû à un *politiquement correct* largement répandu, ce qui est évident en termes de contenu.

Cette opposition mondiale supposée rappelle le conflit Nord-Sud, qui était utilisé au XXe siècle pour décrire les relations entre les pays industrialisés et les pays en développement. Outre la description des inégalités, l'accent était toujours mis sur la responsabilité de ces conditions, souvent attribuée aux pays industrialisés.

Si aujourd'hui il ne s'agissait que de la répartition des richesses mondiales, il serait plus approprié de parler du « Nord global », même si ce terme ne serait lui aussi que partiellement adapté. Cependant, il n'existe pas dans l'usage courant, pas plus que le « Est global », qui pourrait servir de terme collectif pour désigner les États socialistes ou communistes. En réalité, il ne s'agit ni de richesse seule, ni de vestiges idéologiques de l'époque de la guerre froide. En fin de compte, le « Sud global » est un terme maladroît qui se veut l'antithèse de l'Occident rhétoriquement diabolisé et qui est donc aussi vague et ambigu que possible : il désigne l'axe des États autoritaires qui, bien que leur composition ne soit en aucun cas homogène, défendent leur différence par rapport à l'Occident et cherchent souvent à se présenter comme la meilleure alternative.⁶

Géographie et histoire

Loin de la politisation actuelle de l'Occident, son origine conceptuelle réside principalement dans la cartographie eurocentrique, qui a également façonné le discours sur l'Occident et l'Orient. L'Orient – le pays du soleil levant – est opposé à l'Occident, où le soleil se couche à nouveau⁷. Que l'Occident s'arrête à l'océan Atlantique ou, après la découverte du Nouveau Monde, aux États-Unis, peut être une question d'opinion, tout comme le fait que l'Orient se trouve dans la péninsule arabique ou dans le lointain Japon. En fin de compte, chaque point de la terre a ses propres repères individuels et donc relatifs, de sorte que parler de l'Occident dans ce contexte a des connotations historiques.

Au cours de l'histoire récente, ce qui était autrefois un contraste géographique est devenu une opposition idéologique qui a désormais pris une importance géopolitique. Cependant, les causes et les tendances sont si diverses et contradictoires que l'antagonisme initial est depuis longtemps entré dans une phase qui transcende les régions ou les religions spécifiques.

Même le contraste souvent cité entre les religions de l'Occident et celles de l'Orient est beaucoup plus nuancé lorsqu'on l'examine en détail.⁸

⁶ Les termes politiques centraux font également l'objet d'une concurrence. Par exemple, le gouvernement chinois a répondu au « *Sommet pour la démocratie* » ouvert par le président américain Biden en 2021 par un document intitulé « *Une démocratie qui fonctionne* ».

⁷ Le grec ancien *ἑσπερος* / *hesperos* (soir) et le latin *vesper* (soir) sont dérivés de la racine indo-européenne *wes- (soir/nuit).

⁸ Certes, l'Occident chrétien monothéiste peut être opposé en termes généraux à l'Orient majoritairement hindouiste et bouddhiste – pour une certaine période de l'histoire et dans certaines limites géographiques. Cependant, il faut ignorer les contre-tendances, à savoir les courants monothéistes dans

La distinction entre un Occident scientifique et un Orient non progressiste est tout aussi limitée. Selon la région et le cercle culturel, ce contraste était et reste observable, souvent avec une netteté considérable. Cependant, cela s'applique également à d'autres continents et sociétés. Historiquement, diverses inventions sont nées en Orient, et les écrits philosophiques ont atteint l'Europe via l'Espagne conquise par les Arabes, qui a pris la tête des sciences émergentes à partir du XVI^e siècle.

Dans ce contexte, le sociologue allemand Max Weber a établi une distinction entre les systèmes économiques de l'Orient et de l'Occident, attribuant à ce dernier un haut degré de rationalisation. Au lieu des relations personnelles, ce sont des calculs de prix sobres qui dictaient l'activité du marché, augmentant ainsi l'efficacité de la production. Au XX^e siècle, le succès des nations industrialisées occidentales a suscité l'intérêt de nombreux pays qui souhaitaient également se moderniser dans cette direction, c'est-à-dire développer leur potentiel⁹. D'autre part, la fascination pour les cultures apparemment lointaines de l'Orient (et au-delà) a une longue tradition en Europe.

Malgré toutes les tendances et évolutions contradictoires, une chose reste claire : ce ne sont pas les différentes traditions religieuses, architectures, langues ou coutumes qui sont au cœur de la confrontation actuelle. Elles peuvent accompagner et illustrer certains contrastes, mais les racines sont beaucoup plus profondes et se sont depuis longtemps détachées de la géographie. Il s'agit des questions existentielles de l'humanité et des réponses apportées par la philosophie.

Philosophie et politique

Lorsque nous situons aujourd'hui le berceau de la philosophie dans la Grèce antique, nous le faisons en sachant que diverses idées et concepts ont vu le jour dans de nombreuses cultures, ont peut-être été discutés, mais n'ont peut-être jamais été consignés par écrit. Ces développements ne deviennent historiquement tangibles que lorsque les chemins de la pensée ne s'éteignent pas sans laisser de traces, mais trouvent leur place dans la société et sont transmis.¹⁰ À cet égard, les philosophes grecs ont réalisé une percée historique. La manière dont ils ont réfléchi aux liens entre le monde et la place de l'humanité leur a assuré une place

l'Égypte antique, la Perse et les religions orientales, mais aussi les courants panthéistes dans le monde occidental, par exemple.

⁹ À cet égard, le terme « pays en développement » porte initialement en lui un espoir pour l'avenir ; l'objectif du développement fait naturellement référence à des objectifs économiques et politico-philosophiques.

¹⁰ On trouve des traditions de concepts philosophiques – indépendantes les unes des autres – dans de nombreuses civilisations avancées. Le philosophe Karl Jaspers a également qualifié la période allant de 800 à 200 avant J.-C. d'« âge axial », car les fondements philosophiques centraux « sont apparus presque simultanément en Chine, en Inde et en Occident au cours de ces quelques siècles, sans que ces civilisations aient connaissance les unes des autres ». (*L'origine et le but de l'histoire*, 1949, 20).

éternelle dans les livres d'histoire. C'est là que les sciences naturelles et les sciences humaines trouvent leur point de départ historique, c'est là que se trouve le fondement philosophique de *l'Occident global*, et c'est aussi là que se trouve l'origine de son nom.

La philosophie grecque s'est épanouie lorsque les échanges culturels dans la région méditerranéenne, combinés à un commerce florissant, ont favorisé un climat propice à la libre discussion sur des questions existentielles. Les légendes transmises par Homère appartenaient désormais au passé, et des penseurs courageux cherchaient de nouvelles réponses à de vieilles questions.

La première étape de cette nouvelle voie est l'explication de la nature et de ses processus. Les premières théories sur les substances et les éléments primordiaux apparaissent, mais ne peuvent être testées en raison du manque d'équipements techniques. Au final, cependant, il reste plus que de simples spéculations : les possibilités fondamentales – atomes, éléments, principes primordiaux – sont déjà formulées à cette époque, deux millénaires et demi avant la physique moderne.

Le deuxième pilier de la philosophie grecque traite de la nature de l'homme, qui l'affecte à la fois en tant qu'individu et dans son rôle au sein de la société. Il aborde des questions fondamentales relatives à la connaissance, à la vie juste et à la coexistence au sein de la communauté. Au sens large, ce sont donc les questions de politique¹¹ et d'éthique qui déterminent le discours. Ici aussi, des modèles sont développés qui constituent la base des théories modernes actuelles. Dans l'ensemble, la philosophie grecque fournit ainsi le fondement intellectuel central de la culture *occidentale*.¹²

Un autre nouveau départ a marqué le début de l'ère des découvertes. À la fin du Moyen Âge, l'essor du commerce, comme autrefois dans la Grèce antique, a été lié à l'essor des villes, dont la richesse a permis à la science et à la culture de prospérer. Des universités ont été fondées dans toute l'Europe.

Avec l'émergence des sciences naturelles, il est devenu de plus en plus possible de déchiffrer les lois de la nature, d'explorer des régions inconnues et de trouver de nouvelles routes autour du globe. L'avènement de la recherche a rapidement permis des progrès sans précédent dans tous les domaines de la technologie, de la médecine et de la production de biens de consommation courante, une évolution qui se poursuit encore aujourd'hui. Les progrès scientifiques et leurs fruits ont façonné la vie des gens depuis lors et sont devenus une caractéristique du mode de vie *occidental*.

¹¹ *La politique* est ici comprise au sens large selon Aristote, qui décrivait les humains comme *des zoon politikon* (êtres sociaux).

¹² À cela s'ajoutent les principes du droit romain et, en Europe, l'influence de la religion judéo-chrétienne. Ces trois facteurs sont considérés comme les piliers constitutifs de l'Europe. La fin de l'Antiquité gréco-romaine est souvent associée à la fermeture de l'Académie de Platon à Athènes en 529, alors que dans le même temps, le premier monastère bénédictin était fondé à Montecassino – une étape importante pour le Moyen Âge européen influencé par le christianisme.

Cependant, la recherche et la science sont un phénomène universel. Bien qu'elles aient fait leur percée dans la culture européenne occidentale, il est prévisible que l'approche scientifique du monde en théorie et en pratique devienne un jour une évidence dans le monde entier.

Cependant, le progrès scientifique et ses fruits ne sont qu'une partie de l'« identité occidentale ». Ce qui est constitutif de *l'Occident*, c'est la conception de l'être humain comme un acteur individuel qui jouit de droits inviolables à la liberté dans sa sphère privée et du droit de participer aux décisions politiques et sociales. Si les pouvoirs de l'État découlent essentiellement de la volonté du souverain – le peuple –, la souveraineté personnelle de l'individu découle de la dignité humaine inviolable.

Depuis les premières réflexions sur la nature humaine, en passant par la philosophie grecque et le siècle des Lumières, jusqu'à la conception « occidentale » actuelle, le cheminement de l' , semé de nombreuses contradictions et revers, a été long. Et pourtant, c'est finalement cette image de l'humanité qui constitue le fondement d'une société démocratique et axée sur la liberté. Dans une telle société, l'État a pour mission de garantir les libertés individuelles de chaque personne et d'assurer l'origine démocratique de toute politique par des procédures appropriées. Comme les lois et les règlements sont nécessaires dans la pratique, tout comme les tribunaux et les autorités, un État « occidental » ne peut exister qu'en tant qu'État constitutionnel, et non en tant que communauté lâche et non contraignante. Les individus doivent pouvoir compter sur la protection de leur dignité et de leurs droits à tout moment.

Souveraineté et souverainetés : la justification ultime

L'Occident s'appuie sur la conception esquissée de la dignité humaine et de la souveraineté personnelle et politique en tant que concept philosophique, mais aussi en tant que paradigme politique, voire géopolitique¹³ . La conception de l'humanité – et sa justification ultime – détermine quel ordre politique, social, économique et culturel est approprié à la nature humaine. Nous pouvons être aussi sûrs que cet ordre prévaudra au fil du temps que nous pouvons être sûrs qu'une vision scientifique du monde correspondant à la nature de notre univers prévaudra. L'objection la plus courante vient du domaine des sciences naturelles et peut se résumer ainsi : puisque tous les processus de l'univers se déroulent selon des lois physiques, cela s'applique également à tous les corps, êtres vivants et humains. Du battement du cœur aux processus les plus fins du cerveau, tout est de nature purement physique et fait partie d'une longue et complexe chaîne de causes et

¹³ Le concept de paradigme en tant que cadre global d'interprétation et de compréhension semble particulièrement justifié dans ce cas, car, outre le niveau scientifique et théorique (dont il est issu à l'origine – cf. Thomas Kuhn, 1962), il touche également aux fondements existentiels, pratiques et (géo)politiques.

d'effets, similaire à un mécanisme d'horlogerie, mais dans le domaine de la biologie. Les êtres humains n'ont ni âme subtile ni libre arbitre au-delà des lois de la nature, et aucune forme de dignité ne peut être établie. Ce qui n'est pas accessible à la recherche scientifique n'est pas réel.¹⁴

Bien que cette vision « naturaliste » du monde ait gagné de plus en plus d'adeptes avec les succès croissants de la science, elle présente un défaut fondamental. Même si elle donne à plusieurs reprises l'impression d'être une thèse physique, la conclusion de nombreuses années de recherche, pour ainsi dire, c'est le contraire qui est vrai. La question de la portée d'une vision physique du monde n'est plus une question physique, mais philosophique, et se situe donc à un tout autre niveau. Dans la discussion philosophique, qui ne peut être qu'évoquée ici¹⁵, des problèmes considérables se posent lorsqu'on tente de réduire le libre arbitre et la conscience humaine à des processus neuronaux ou de traduire les questions éthiques en simples états psychologiques. Cependant, une vision naturaliste de l'humanité doit rejeter les questions morales et esthétiques comme des concepts vides de sens¹⁶, et la quête humaine de justice et de sens comme des hallucinations et des projections complexes d'un cerveau, qui est lui-même un appareil extrêmement complexe¹⁷, déterminé en fin de compte par des causalités biochimiques, qui contrôle l'organisme. L'image que les humains ont d'eux-mêmes en tant qu'êtres autonomes présuppose donc nécessairement qu'il existe, en plus des processus physiques, une réalité transcendante qui fournit un fondement à l'esprit, à la dignité et à la liberté humains. Incidemment, cela s'applique également à la constitution physique du monde, dont les causes ne peuvent être à nouveau physiques. En fin de compte, l'origine du monde physique n'est pas une théorie physique, mais une question philosophique fondamentale.

En résumé, on peut dire que les grandes questions existentielles de l'humanité, telles que Kant les a formulées¹⁸, transcendent le champ d'interprétation de la physique.

¹⁴ David Lewis : (1983, 361) : « *Le monde est tel que la physique le décrit, et il n'y a rien d'autre à ajouter.* » Cette position porte plusieurs noms, tels que matérialisme, positivisme ou empirisme, mais repose essentiellement toujours sur les mêmes hypothèses.

¹⁵ Quelques réflexions supplémentaires peuvent être trouvées dans un prologue séparé à cet essai.

¹⁶ « *Lorsque la raison positiviste domine le champ à l'exclusion de tout le reste... alors les sources classiques de connaissance pour l'éthique et le droit sont exclues* » – Benoît XVI dans son discours au Bundestag allemand le 22 septembre 2011.

¹⁷ Même une éventuelle coïncidence ne modifierait pas fondamentalement la séquence quasi programmée des fonctions cérébrales, mais se contenterait de la « relâcher » avec quelques imprévisibilités.

¹⁸ « *Le domaine de la philosophie [...] peut se réduire aux questions suivantes : 1) Que puis-je savoir ? 2) Que dois-je faire ? 3) Que puis-je espérer ? 4) Qu'est-ce que l'homme ?* » (*Critique de la raison pure*, B833,1787) – En 1897/98, le peintre français Paul Gauguin a intitulé un tableau avec des questions fondamentales similaires : « *D'où venons-nous ? Qui sommes-nous ? Où allons-nous ?* »

Enfin, il convient de noter que le paradigme naturaliste est très contre-intuitif, car tous les êtres humains, même ses adeptes et ses partisans, agissent dans la vie quotidienne comme s'ils prenaient des décisions éthiques ou menaient des recherches scientifiques de leur plein gré et extrayaient des secrets du monde. Plus les discours deviennent complexes, plus il semble absurde que seuls des programmes neurologiques aient déterminé le cours et les interactions du discours. Sans vouloir aborder ici des concepts philosophiques ou religieux spécifiques, on peut néanmoins affirmer que la détermination de la dignité humaine (et des droits et devoirs qui en découlent) nécessite une compréhension transcendante du monde qui laisse également place à d'autres questions existentielles. La « vision occidentale de l'humanité » – mais pas seulement celle-ci¹⁹ – présuppose nécessairement cette vision de l'humanité et donc de la réalité dans son ensemble. En fin de compte, il ne s'agit pas d'un choix arbitraire au sens où l'on pourrait choisir librement parmi plusieurs options disponibles. En fait, il n'y a qu'une seule réalité disponible, et elle échappe au contrôle humain. Quelle que soit sa nature – et quelle que soit l'intensité du débat à son sujet – on peut affirmer avec certitude qu'il n'y a pas d'autre option que d'accepter la réalité telle qu'elle est : la réalité est la validité ultime, elle est au-dessus de tout le reste : la souveraineté de l'absolu prévaut.

Perturbations multiples : entre évolution et révolution

À première vue, le concept occidental décrit ci-dessus semble être un modèle de société vaguement construit, issu davantage du domaine des utopies politiques et religieuses que de la réalité. Le cœur de la critique est donc le suivant : si le concept décrit d'êtres humains dotés de dignité, de droits et de souveraineté est *effectivement, dans la réalité*, conforme à leur nature, et si l'ordre social libre qui en résulte est donc le concept approprié, pourquoi n'a-t-il pas prévalu de lui-même tout au long de l'histoire, mais doit-il si souvent lutter pour survivre ?

À première vue, cette objection semble justifiée ; elle semble en effet évidente lorsqu'on examine l'histoire et le présent. Alors que le cheminement de la science a été relativement linéaire, influencé seulement de manière sporadique par la religion et la politique, la recherche d'une forme viable de société semble être changeante et parfois désorientée. Pourquoi ce cheminement est-il si semé d'embûches ?

¹⁹ Les idéologies et les sciences qui parlent de connaissance active de nouvelles choses, de solidarité ou de valeurs, d'éthique et d'esthétique, font également référence à des références transcendantes. Pour elles, comme pour de nombreux représentants du mode de vie occidental, ce lien est pour l'essentiel inconnu ou semble sans importance. En réalité, sinon, l'individu se perdrait dans une chaîne d'événements prédéterminés et l'esprit supposé s'envolerait dans un flux permanent d'illusions psychologiques. Cela réduirait les prétentions de la science à l'absurdité et dégraderait les humains au rang de marionnettes ridicules.

La réponse réside dans divers écarts, revers, persistance et contre-tendances, qui peuvent être résumés de manière générale sous le terme de perturbations. Celles-ci ont diverses dimensions spatio-temporelles, sociales et culturelles et peuvent se renforcer mutuellement.

- Perturbations temporaires : bien que les prémices d'un État constitutionnel libéral puissent être trouvées dans toutes les cultures, le développement d'un tel État, malgré les premières tentatives, par exemple dans la Grèce antique, est un développement relativement moderne qui n'a pas bénéficié d'un large soutien parmi la population. Ce n'est qu'aux XIXe et XXe siècles, lorsque les citoyens ont découvert leur propre pouvoir et leur souveraineté, que l'idée des droits de l'homme et de la démocratie a gagné du terrain, avec les obstacles et les revers bien connus.
- Perturbations spatiales : si les valeurs occidentales ont pu s'imposer dans une partie du monde, les systèmes traditionnels ont conservé leur statut ailleurs. Cela peut s'expliquer par un manque de conscience de sa propre souveraineté, de sorte que l'on peut parler d'un manque d'éclaircissement sur sa propre maturité. Dans le même temps, ce développement naturel est ralenti par des forces politiques ou religieuses.
- Perturbations chronologiques : bien que la conscience de sa propre souveraineté soit constitutive de l'existence humaine, l'histoire a vu apparaître à plusieurs reprises des mouvements restaurateurs et réactionnaires qui remettent en question les valeurs qui avaient été si difficilement acquises. Même si les valeurs occidentales – et la prospérité qui les accompagne – ont acquis un attrait mondial, le développement historique n'est en aucun cas automatique. Le revers le plus important à ce jour a été la période du fascisme en Europe, en particulier le national-socialisme en Allemagne.²⁰
- Perturbations personnelles : l'attachement aux démocraties libérales peut diminuer à différents niveaux et se transformer en son contraire, tant chez les citoyens ordinaires que chez les dirigeants politiques. Même le mécontentement face aux évolutions sociales, économiques ou politiques peut conduire à l'abandon des piliers les plus fondamentaux de la

²⁰ Le sociologue Jürgen Habermas décrit le réaligement démocratique qui a commencé dans l'Allemagne d'après-guerre comme un « *processus économique et politique, puis dans une certaine mesure culturel, qui ne deviendra irréversible que lorsque l'occidentalisation culturelle aura imprégné la mentalité de l'ensemble de la population* » (dans une interview accordée à Barbara Freitag en juillet 1989).

coexistence humaine, toujours accompagné du risque d'un recul social général.

- Perturbations culturelles : un coup d'œil aux sociétés qui se considèrent comme libres et démocratiques montre que même à l'intérieur des frontières nationales, il existe des divergences de vues sur les valeurs fondamentales qui devraient constituer le fondement de l'État. Il ne s'agit pas ici de lois individuelles et d'orientations politiques, qui doivent ensuite être décidées dans le cadre du processus démocratique, mais de questions fondamentales d'éthique, de politique, de religion et de culture. Même d'un pays à l'autre, il existe des différences plus ou moins importantes dans la conception de la démocratie et de la liberté.²¹
- Perturbations stratégiques : la défense du monde libre contre les forces expansionnistes et autoritaires et la sécurisation de sa propre existence (bases militaires, matières premières, alliés) conduisent régulièrement à des alliances stratégiques avec des États dont la constitution interne est en contradiction avec ses propres valeurs. Le dilemme moral est évident et peut conduire à une indifférence dangereuse tant chez les citoyens que chez les politiciens.²² Cela peut donner une impression d'égalité et de coexistence permanente légitime.

Si l'on considère la découverte et la mise en œuvre des principes libéraux et démocratiques fondés sur l'État de droit comme un développement progressif dont les conditions préalables varient d'une culture à l'autre, il faut s'attendre dès le départ à de telles différences. Même si l'histoire a connu de nombreux mouvements révolutionnaires visant à passer de la dictature à la démocratie, le processus historique est néanmoins de nature évolutive.

Géopolitique et vision

En supposant que le concept d'humanité décrit ci-dessus, dans le cadre d'une vision du monde ouverte à la transcendance, corresponde réellement à la réalité, on peut supposer que, malgré d'éventuels revers et à long terme, l'idée d'un État libéral et

²¹ Bien sûr, la véritable compréhension qu'une société a de la dignité et de la liberté individuelles ne se reflète pas dans les adultes d'âge moyen aux revenus moyens qui ont les pieds sur terre. Les valeurs réelles se reflètent plutôt dans la situation des jeunes, des personnes âgées et des groupes socialement défavorisés, ainsi que dans les conditions qui règnent dans les prisons, l'armée et d'autres institutions et autorités susceptibles d'affecter la souveraineté individuelle.

²² Le principe stratégique « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* », connu depuis des millénaires, peut être stratégiquement justifié dans des situations d'urgence existentielle, mais il ne peut remplacer les fondements éthiques des décisions politiques (de pouvoir).

démocratique prévaudra tout au long de l'histoire. Cette observation pouvait déjà être faite au XXe siècle, lorsqu'il est apparu clairement que la dignité et la liberté individuelles ne découlaient pas simplement d'un concept philosophique, mais correspondaient à la conscience de nombreuses personnes dans toutes les régions du monde.²³ En fait, de nombreux processus démocratiques et initiatives de paix ont été lancés dans les années 1990, ce qui a conduit certains chercheurs à prévoir l'émergence d'une « politique intérieure mondiale »²⁴ qui résoudrait progressivement les conflits internationaux.

D'un point de vue géopolitique, cependant, l'image d'une communauté d'États évoluant désormais vers une communauté démocratique à leur propre rythme et selon leurs propres conditions a été dépassée par une réalité contraire. Car à côté des États du « monde libre »²⁵, il existe et a toujours existé un certain nombre de régimes dictatoriaux dont l'objectif premier est de conserver le pouvoir ou de mettre en œuvre une idéologie politique ou religieuse et qui s'opposent au monde occidental, unis si nécessaire. Ils soupçonnent peut-être secrètement que tôt ou tard, il y aura, voire qu'il devra y avoir, un chemin vers la liberté, mais ils résistent à cette idée et aux conséquences qui en découlent. En fin de compte, ils résistent à une réalité à laquelle il est impossible de résister.

Principes contraires : « Deux mondes »

Sur la scène politique internationale²⁶, il existe un conflit important entre les États autoritaires et les États libres, qui est fondamentalement asymétrique par nature. La cause réside dans les visions opposées de la coexistence sociale.

Dans le monde démocratique, l'État existe pour le bien de ses citoyens. Sa seule justification est de permettre aux gens de vivre dans la dignité et d'écartier autant que possible toute atteinte à leur mode de vie souverain. Dans une société libre, l'État doit justifier ses actions et prouver que des restrictions plus strictes sont nécessaires et sans alternative. Ce n'est pas au citoyen de justifier sa liberté, mais à l'État de justifier ses interventions.

Dans les États autoritaires et totalitaires, ce principe est inversé : l'État et ses dirigeants politiques sont souverains, que ce soit pour des raisons religieuses, politico-idéologiques ou personnelles. L'individu, dans la mesure où l'on peut

²³ Le philosophe Francis Fukuyama parlait déjà de « la fin de l'histoire » en 1989, lorsque les peuples du monde entier ont revendiqué leurs droits et leur souveraineté, ce qui est apparu comme une revendication universelle.

²⁴ Voir note de bas de page 4.

²⁵ Ce terme alternatif est également chargé d'histoire, depuis le conflit Est-Ouest.

²⁶ Ce terme métaphorique évoque des associations avec une pièce de théâtre, mais celles-ci semblent cyniques dans la mesure où des millions de personnes perdent leur vie et leur dignité et où des milliards d'autres sont touchés sur les plans politique, social et économique. La destruction des ressources se produit à l'échelle mondiale et finit par laisser des traces sur pratiquement tous les habitants de la planète.

encore parler d'individu, est subordonné à cette raison d'État à tous égards. Bien sûr, il existe des différences graduelles : les dictatures « douces » peuvent laisser les activités économiques et sociales tranquilles et ne persécuter que la critique politique, tandis que les régimes totalitaires veulent contrôler arbitrairement les pensées des gens et leur existence même. En fin de compte, cependant, l'individu est impuissant face au régime en place ; il ne peut revendiquer ni droits ni dignité, sa liberté d'action lui est accordée par le haut et peut être restreinte ou révoquée à tout moment. Un risque existentiel accompagne toute leur vie et déforme la coexistence sociale – et parfois les personnalités individuelles – jusque dans les moindres détails. La raison d'État – la survie du régime – domine et affecte tous les domaines de l'existence humaine.²⁷

Au niveau international

Cette priorité des États autoritaires se reflète au niveau international : tous les efforts visent à garantir l'existence et le pouvoir du régime au pouvoir, et tous les autres objectifs politiques ou idéologiques sont subordonnés à cette entreprise. Étant donné que la primauté du maintien du pouvoir implique déjà que les droits humains et les valeurs écologiques ou culturelles soient restreints, ignorés ou combattus en interne, ces valeurs n'ont également aucune importance pour les relations internationales d'une dictature, sauf à des fins de propagande dans la lutte contre les menaces réelles ou perçues qui pèsent sur le régime.

Le danger immédiat pour les systèmes autoritaires vient de leurs pairs : comme ils ne respectent ni la souveraineté de leurs citoyens ni celle des autres États, il n'existe aucune règle contraignante régissant les relations mutuelles : c'est le principe de la force qui s'applique – la violence dirigée vers l'extérieur vise toujours à garantir l'existence du régime. Au niveau international, c'est la loi de la jungle qui prévaut – la puissance militaire est nécessaire pour survivre. Dans un climat de méfiance, les alliances sont souvent incertaines et l'existence même du régime est constamment menacée.

Un danger fondamental – interne – pour les régimes répressifs est constitué par leurs propres citoyens, qui pourraient résister à leur oppression et revendiquer leurs droits individuels et politiques. Bien que les États démocratiques soutiennent en principe les peuples opprimés et défendent leurs droits au niveau international, ils limitent généralement leurs activités à des expressions de solidarité et à des résolutions. Une aide active, qui impliquerait également une intervention musclée, ne peut être envisagée que dans des cas exceptionnels extrêmes.

²⁷ En réalité, ces termes font référence aux camps de travail et d'extermination, aux centres de torture, à l'oppression et à des atrocités d'une ampleur inimaginable : ils représentent les abîmes existentiels les plus profonds.

Si le monde libre peut former des alliances pour se protéger des attaques militaires des dictatures, les possibilités de venir en aide aux peuples opprimés restent limitées. Les États démocratiques hésitent généralement à recourir à la force militaire ou à la pression politique, car ils s'appuient sur la négociation, la compréhension et la bonne volonté. En outre, il existe toujours le risque que l'intervention étrangère soit accueillie avec scepticisme par la population, ce qui obligerait les décideurs politiques à retirer leur soutien. À chaque nouvelle élection, il est possible que le climat politique change et que même des alliances historiques prennent fin.

L'ouverture au changement et la dépendance des dirigeants politiques à l'égard de la volonté des citoyens souverains sont les caractéristiques centrales des sociétés libres. Dans le même temps, cette transparence et cette ouverture constituent un flanc exposé pour l'axe des États autoritaires.

Ils tentent donc de manipuler l'opinion publique et le comportement électoral par le biais d'une propagande politique à tous les niveaux et de défier les sociétés respectives par des crises contrôlées. Les moyens utilisés vont de la diffusion délibérée de fausses informations à la création d'une pression migratoire aux frontières extérieures, en passant par des provocations et des attaques militaires. À cela s'ajoute une pression constante sur les citoyens et les organisations qui s'opposent à l'axe autoritaire, les exposant à des violences médiatiques ou physiques. En fin de compte, l'objectif est de déstabiliser les États démocratiques par un large éventail d'actions à tous les niveaux, afin de les dissuader de s'engager à préserver et à promouvoir la liberté mondiale.

Même parmi les politiciens, la conscience de ces facteurs de pouvoir et d'influence est assez limitée. La croyance dans le désir des États autoritaires de coexister pacifiquement et dans leur potentiel de développement démocratique est plus séduisante qu'une analyse impitoyable de la situation politique.²⁸ En outre, les principes du monde libre – *l'Occident mondial* – sont régulièrement mal compris et édulcorés.

²⁸ La référence à une prétendue « coexistence pacifique » pendant la guerre froide est trompeuse, non seulement au regard des conflits qui ont eu lieu à la même époque. Bien que l'impasse nucléaire entre les superpuissances ait rendu impossible toute confrontation militaire directe, une coexistence véritablement pacifique n'a été possible qu'après les changements survenus en Union soviétique et les bouleversements en Europe de l'Est. Ce type de coexistence forcée ne peut donc être que temporaire, aussi temporaire que la coexistence interne forcée entre un gouvernement dictatorial et ses citoyens opprimés.

Les axiomes de l'Occident

Contrairement aux idéologies séculières et religieuses, l'Occident se caractérise par une certaine abstinence : il manque de paradigmes eschatologiques, de scénarios de planification économique et de modèles sociaux utopiques. La promesse d'une vie de liberté et de dignité semble pratiquement vide de sens. En réalité, il s'agit de quelques aspects et structures fondamentaux²⁹. La liberté de l'Occident a également une dimension axiomatique :

1. La souveraineté de l'absolu : le fondement ouvert et transcendant

Cette vision de la réalité est une base nécessaire pour comprendre la nature humaine et les activités politiques et scientifiques. Ce n'est que sur cette base que d'autres aspects existentiels peuvent être discutés, avec différentes références idéologiques et religieuses. Un discours libre et ouvert, sans contraintes idéologiques, est un élément essentiel de l'Occident.

2. La souveraineté de l'individu : le droit de façonner sa propre vie

La nature et la dignité humaines reposent sur une compréhension transcendantale de la réalité. Cette vision de l'humanité donne naissance à des droits humains fondamentaux qui garantissent aux individus le droit souverain de façonner leur propre vie. Ce noyau existentiel de l'existence humaine est fondamentalement incontestable : la souveraineté de l'individu est inviolable, même dans les décisions démocratiques.

3. La souveraineté populaire : la société décide elle-même de ses propres préoccupations

Les réglementations politiques de la communauté doivent avoir une origine démocratique, c'est-à-dire qu'elles doivent être fondées sur des élections et des référendums. Le développement de la société est fondamentalement ouvert. La souveraineté populaire reflète la souveraineté de l'individu au niveau de l'État – les deux souverainetés sont interdépendantes : tout comme la liberté individuelle s'épanouit dans la participation politique, la démocratie repose sur des citoyens politiquement mûrs – et donc également libres.

4. Solidarité par les valeurs plutôt que par l'organisation des intérêts

²⁹ Il ne s'agit pas ici de la bureaucratie, tout à fait concevable dans un État constitutionnel libre, avec tous ses avantages et ses inconvénients, mais plutôt du renoncement à la « programmation » idéologique des êtres humains.

Contrairement aux États autoritaires, qui se sont alliés sur la base d'intérêts subjectifs pouvant être contradictoires et changeants, le fondement intellectuel de l'Occident repose sur un concept transcendant dans lequel les valeurs et la dignité ne sont pas négociables, mais ancrées dans une réalité objective plus profonde, et l' s s'appliquent donc réellement. Au niveau international, ce contraste philosophique doit conduire à une solidarité entre les nations occidentales qui ne soit jamais remise en question, même face aux différences politiques les plus marquées. Cela implique également de s'opposer ensemble à l'expansion autoritaire.

5. Vision géopolitique : l'Occident universel

Le projet de l'Occident mondial est un projet universel qui ne peut justifier éthiquement la coexistence avec des États autoritaires que de manière transitoire. Si l'on accepte la validité de la dignité et des droits humains universels comme fondement de toutes les sociétés, alors les ignorer est un mal qui doit être surmonté. Les systèmes autoritaires sont, *par nature*, incapables d'exister de manière durable et n'ont donc qu'une existence limitée, c'est pourquoi l'Occident universel est une préoccupation intrinsèque de l'³⁰ occidentale qui ne peut être séparée de son essence.

En raison de leur manque de responsabilité démocratique envers le peuple – en fin de compte parce qu'ils sont en contradiction avec le fondement philosophique de la réalité – *les gouvernements autoritaires ont, au mieux, une souveraineté limitée en raison de ce manque de réciprocité.*³¹

La véritable realpolitik, c'est-à-dire une position politique qui considère toujours la *condition humaine* comme la base de l'action parallèlement aux conditions géostratégiques, ne doit jamais oublier ces liens. Elle ne peut donc s'épanouir que sur la base des fondements présentés ici comme des axiomes de l'Occident, quel que soit le nom qu'on leur donnera dans un avenir lointain.

³⁰ Contrairement à la mondialisation économique et technologique des années 1990, nous assistons aujourd'hui à une mondialisation de la dignité humaine dans le contexte d'une vision du monde fondée sur la philosophie. Il ne s'agit en aucun cas d'une culture uniforme derrière laquelle la diversité ethnique de l'humanité devrait disparaître.

³¹ Dans des situations exceptionnelles, telles que le renversement d'une dictature, la légitimité d'un gouvernement peut temporairement se situer en dehors des processus démocratiques. Dans tous les cas et à tout moment, cependant, la souveraineté de l'individu doit être considérée comme la priorité absolue.

Épilogue : trois maximes pour le quart de siècle à venir

Après les premières années pleines d'espoir qui ont suivi la fin du conflit Est-Ouest, qui ont apporté au moins une lueur d'espoir dans pratiquement tous les coins du globe, la situation internationale s'est assombrie dans de nombreuses régions depuis le début du millénaire.

Au niveau international, le conflit systémique du siècle dernier est revenu sous une forme modifiée : un axe de régimes répressifs, associé à un réseau d'États autoritaires ou indifférents, s'est fixé pour objectif de créer un contre-mouvement au monde libre et de le supplanter progressivement.

Face à ce défi historique, l'Occident mondial a longtemps poursuivi une stratégie défensive et ignoré le danger croissant de la vague autoritaire : sur le plan militaire, politique et en termes de fondements philosophiques. L'érosion a deux facettes : d'une part, des tendances autoritaires émergent au sein de plusieurs États et, d'autre part, la coopération mutuelle – y compris la solidarité militaire – est gravement menacée.

Dans cette épreuve historique, il est nécessaire de revenir fondamentalement aux fondements du mouvement libéral, mais plus encore d'avoir confiance dans le fait qu'une société libre menacée par un agresseur répressif ne se rendra pas sans combattre. Le pouvoir de la liberté a ses racines au-delà de la manipulation politique et de la répression militaire : l'histoire a montré et montrera qu'il finira par prévaloir et s'imposer. Le concept de monde libre disparaîtra un jour, mais pas parce que les systèmes autoritaires l'auront étouffé, mais parce que son pendant nécessaire, la vague répressive, aura, espérons-le, reflué dans un avenir pas trop lointain.

Les défis pour les décennies à venir peuvent se résumer en trois maximes fondamentales

1. Un retour aux fondements philosophiques de la liberté et de la dignité humaines et à leurs conséquences politiques

La justesse philosophique du XXe siècle a désormais été remplacée dans de nombreux cas par le désintérêt et le relativisme. Compte tenu de la diversité écrasante des opinions sur pratiquement tous les aspects de la vie, même les questions politiques quotidiennes ordinaires sont souvent devenues d'énormes défis. Cela rend la recherche des fondements du monde libre d'autant plus futile aujourd'hui, car elle touche à des aspects philosophiques ou théologiques que l'on peut tolérer, mais dont il ne faut certainement pas discuter. Comme ce découragement conduit inévitablement à un manque de perspective et donc à une crise du sens, c'est par là que nous devons commencer.

La dignité de l'individu comme point de départ de toute existence libre, individuelle et étatique, présuppose nécessairement une compréhension transcendante de la réalité. Ce fondement doit – au moins dans ses aspects centraux et ses conséquences – être placé au cœur de l'action politique et, dans une certaine mesure, également dans la conscience des personnes qui en tirent finalement leur existence.

2. L'orientation géostratégique et la sécurité mutuelle du monde libre comme réponse aux incertitudes au sein de sa communauté

Dans les démocraties libérales, il existe naturellement un risque qu'un pays se retire *politiquement* ou *militairement* de l'alliance du monde libre ou la remette en question. De telles vicissitudes doivent être anticipées et contrées de manière préventive à tous les niveaux.

En tant que souverain, le peuple peut à tout moment voter pour des résultats qui affaiblissent l'alliance de valeurs existante. Cependant, *les démocraties individuelles elles-mêmes* devraient être protégées institutionnellement contre leur propre abolition. Une protection encore plus grande dans le cadre d'une alliance d'États serait souhaitable.

Le monde libre, en tant qu'alliance de valeurs, doit à son tour s'armer contre le risque sécuritaire qui surgirait si un garant central et/ou plusieurs petits garants de la sécurité venaient à disparaître. Outre une réserve nationale pertinente sur le plan géostratégique, cela nécessite également une architecture de sécurité aussi résiliente que possible et à l'abri des initiatives nationales isolées, capable de dissuader au maximum les attaques du réseau autoritaire.

3. Engagement cohérent et soutenu en faveur du monde libre au niveau international, dans la conscience d'une victoire historique pour la liberté

L'objectif de la sécurité mutuelle n'est pas seulement de préserver la souveraineté des États individuels au sens strict de *l'intérêt national*, mais aussi de préserver les acquis historiques du monde libre – sans revers, si possible – et de réaliser la revendication universelle des droits humains fondamentaux. La défense de l'Occident mondial est donc, en fin de compte, toujours dans l'intérêt national moralement justifié.³²

Les États de l'Occident mondial seraient donc bien avisés d'étendre et de sécuriser de manière cohérente l'ordre démocratique libre dans leurs propres pays afin de ne pas discréditer l'idée de liberté par des insuffisances.

³² Une politique fondée sur les droits de l'homme et les valeurs fondamentales ne peut fermer les yeux sur la faim, la misère et l'oppression, ni prétendre que les conflits ne sont pas dans « l'intérêt national » et ne doivent donc pas être résolus. La manière dont les options d'action se traduisent dans la pratique est, bien sûr, une tout autre question.

À l'extérieur, ils doivent manifester clairement et sans ambiguïté leur opposition au paradigme autoritaire. Sur le plan philosophique, l'existence des dictatures est un affront à l'absolu³³. Leur pouvoir et leurs acquis sont relatifs, leur idéologie, dans la mesure où elle est tangible, est une *fausse philosophie* dont le destin à long terme est prédéterminé : elle finira dans le néant complet. Toute la gloire de leurs potentats se transformera un jour en poussière face à la vérité, à l'exception des dirigeants qui oseront changer de cap.

Les maximes mentionnées ne constituent pas un programme utopique ou fondamentaliste, et ne rejettent pas non plus la diplomatie, la géostratégie et l'³⁴ de *la realpolitik*. Elles appellent d'abord à un retour cohérent et sans demi-mesure à la tradition, puis à une protection contre les incertitudes qui sont devenues de plus en plus évidentes au XXI^e siècle. Le fait que l'objectif ultime soit l'universalité des droits de l'homme – et rien d'autre, ce qui signifie un monde libre pour tous ou un *Occident universel* – ne devrait plus être remis en question au regard des déclarations des droits de l'homme des trois derniers siècles.³⁵

© The 20th Century Research Project – Philosophy of the Global West

Pour plus d'informations et pour nous contacter :

The 20th Century Research Project
www.20th-century.net

Philosophie de l'Occident mondial
www.theglobalwest.com

 www.steff.international/CONTACT/

- Version 1 / 2026 -

³³ Il est difficile de trouver une manière plus concise de décrire l'irréalité des régimes qui se trouvent dans un état de désorientation théorique et pratique fondamentale.

³⁴ La *Realpolitik* n'est pas comprise ici comme une manœuvre politique opportuniste, mais comme un style politique global qui tient compte des réalités, y compris transcendantales, et de leurs implications.

³⁵ La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 parle de dignité humaine, tandis que ses précurseurs américain et français parlent de droits inaliénables, chacun impliquant un fondement non positiviste.